

INTRODUCTION.

CE n'est que depuis quelques années que l'on a commencé à apprécier en Europe l'importance et les ressources du Canada. Jusqu'alors on avait accoutumé de ne voir dans ce pays qu'une simple colonie de la Grande-Bretagne, sans se rendre compte de ce qu'elle valait et surtout de ce qu'elle vaudrait. Les plus hardis allaient jusqu'à croire que l'Angleterre consentirait quelque jour à lui allonger sa chaîne, et à lui *permettre généreusement* de contribuer au paiement des dépenses de la mère-patrie en lui accordant une faible représentation au sein du Parlement anglais. Mais qui pensait qu'en 1855 le Canada serait assez grand, assez fort pour avoir déjà revendiqué et obtenu le contrôle plein et entier de ses affaires, se faire respecter de la métropole, et n'avoir guère pour le rattacher à elle d'autres liens que ceux que la volonté ou l'intérêt lui imposerait ?

Néanmoins, à l'heure qu'il est, on comprend partout en Angleterre que le seul moyen de conserver entre les deux pays cette union qui les intéresse à un si haut point, c'est de traiter la colonie non plus en enfant ou en pays conquis, mais avec ces égards que le Canada a droit d'exiger par sa position, ses ressources et l'importance qu'il a acquise avec le temps. Aussi lui laisse-t-on son entière liberté d'action, se contentant d'une espèce de suzeraineté, qui lui vaut plus que la plus forte armée, et l'on se conserve ainsi en temps de paix un précieux débouché pour les manufactures anglaises et en temps de guerre avec le pays voisin une position militaire très-avantageuse.

Telle est la position actuelle du Canada, telle l'apprécient les hommes d'état de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. Mais comme les hommes d'état ne forment que le petit nombre, et comme d'ailleurs l'Exposition Universelle de l'Industrie doit appeler à Paris